

ARTICLE DE FOND

Gestion des ressources naturelles et genre : où en sommes-nous ?

Expériences concrètes à l'appui, une étude de la FAO a analysé l'importance de la prise en compte de la perspective genre pour le développement durable dans les régions sèches. Les recommandations formulées en conclusion par ses auteurs ne se distinguent guère de celles émises il y a huit ans déjà, à l'issue du Congrès mondial des femmes de 1995 à Pékin : «récolter des données socio-économiques attribuées par sexe ..., mieux comprendre les rôles des femmes et des hommes ..., intégrer la notion «genre» dans les analyses ..., cibler les actions sur les barrières entre les sexes, etc.». Il ne faut toutefois pas en déduire que les nombreux efforts consentis depuis pour promouvoir l'intégration et l'égalité des sexes, et pour mettre ainsi en place les conditions essentielles pour un développement durable, aient été vains. Des initiatives et des réseaux comme «Gender and Environment» ou «Gender and Water Alliance» ont un impact certain, aussi bien au niveau des projets individuels qu'à celui des stratégies internationales.

Cela posé, d'importants éléments font encore défaut pour un contrôle des résultats (monitoring). Comme il n'y a guère eu jusqu'ici de récolte systématique de données différenciées par sexe dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, il manque des indicateurs pour un monitoring à long terme.

Le développement des savoirs locaux spécifiques aux femmes et aux hommes lors de projets de gestion durable des ressources naturelles est un indicateur important pour le progrès vers l'égalité des sexes. (Image: Agruco Bolivia)



Pour remédier à cette situation, la Division «Gender and Population» de la FAO a développé six indicateurs socio-économiques spécifiques au sexe à partir de données quantitatives et qualitatives. Ces indicateurs permettent par exemple de suivre l'évolution, différenciée quant au genre, de la perception des ressources naturelles, de l'accès aux moyens de production agricole et à la propriété foncière, ainsi que du savoir local dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Ils aident à analyser l'impact des projets et à documenter durablement les changements spécifiques au sexe dans l'exploitation des ressources naturelles. Les auteurs donnent de courtes indications méthodologiques concernant les données qui sont nécessaires pour établir les indicateurs et les manières possibles de les interpréter.

Table des matières

Article de fond	
Gestion des ressources naturelles et genre : où en sommes-nous ?	1
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
Les supermarchés vont-ils bientôt dicter leur agriculture aux pays du Sud ?	3
Pauvreté et dégradation environnementale dans les régions sèches : problèmes et processus	3
«Decisions for the Earth: Balance, Voice and Power»	4
Stratégies d'avenir pour la formation agricole en Amérique latine	4
Carbone, forêts et objectifs de développement du troisième millénaire	5
<i>Mise en œuvre</i>	
La modélisation de la gestion des ressources naturelles : un instrument de négociation	5
Irrigation «goutte-à-goutte» en Erythrée	6
Communication et gestion des ressources naturelles : expérience et théorie	6
<i>Recherche</i>	
Eau virtuelle – un nouveau concept	7
La viande de brousse comme produit mérite-t-elle davantage de considération des politiques de développement ?	8

ARTICLE DE FOND

Hormis le monitoring, la mise en œuvre de l'approche genre demeure un grand défi car les efforts fournis dans ce sens se heurtent encore et toujours à des obstacles institutionnels, méthodologiques et sociaux. Afin de réduire ces difficultés, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) a édité récemment un « toolkit » pour l'intégration des relations femmes-hommes dans le travail de coopération au développement. Ces outils aident les collaborateurs/trices de la DDC et de ses organisations partenaires à intégrer le genre en tant que thème transversal à tous les niveaux et dans tous les domaines d'action, de la politique du développement aux projets sur le terrain. Les premières expériences démontrent que les fiches de travail, avec des questions clés relatives à la pratique, sont fort utiles pour le travail au quotidien.

SOURCES

Gender and Sustainable Development in Drylands: An Analysis of Field Experiences. FAO, Gender and Population Division, 2003. 29 p.

www.fao.org/sd/2003/PE09013_en.htm

Socio-economic and gender sensitive indicators in the management of natural resources. FAO, Gender and Population Division, 2003. 20 p.

www.fao.org/sd/2003/PE09023a_en.htm

Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. Une clef pour réduire la pauvreté et instaurer un développement durable, DDC, 2003

www.deza.admin.ch/index.php?userhash=2134073&nav=3,154,154,154&l=f

Gender in Practice: A tool-kit for SDC and its partners. SDC, 2003

www.deza.admin.ch/dossier.php?userhash=2278290&dnav=170,170,170,170&l=f

Les supermarchés vont-ils bientôt dicter leur agriculture aux pays du Sud ?

Les supermarchés ont le vent en poupe dans les pays en développement. La part de la population pauvre qui achète ses aliments dans les grandes surfaces y connaît aujourd'hui une croissance exponentielle. Alors que les supermarchés raffaient environ 50 % du commerce de détail des produits alimentaires en Amérique latine dans les années 90, ils font actuellement plus fort encore en Afrique. Globalisation et urbanisation aidant, les quelques grands groupes multinationaux comme Ahold, Carrefour ou Wal-Mart ont encore de beaux jours devant eux ...

Pour l'achat de leurs marchandises, les supermarchés imposent des critères de quantité et de qualité impossibles à satisfaire par les petits paysans. En outre, ils ne sont nullement tributaires de producteurs locaux. Corollaire : les petits paysans sont balayés du marché à moins d'être soutenus. Tel est le constat des participants à un atelier organisé en octobre par la FAO sur les systèmes alimentaires dans les pays en développement. Pour pouvoir participer activement à un marché qui a radicalement changé, les paysans ont besoin de formation et de moyens financiers. Ils doivent s'unir dans des coopératives et être capables de mener des négociations complexes avec les nouveaux acheteurs. Dans un article de la «Development Policy Review», les auteurs estiment que seuls les paysans pouvant fournir toute l'année un volume suffisant de produits certifiés de qualité auront une chance de subsister sur le marché. Pour cela, ils sont tributaires de l'aide internationale. Partant d'un constat analogue, les auteurs d'une analyse à paraître en décembre dans l'«American Journal of Agricultural Economics» préconisent une réorientation des stratégies d'aide au développement dans le domaine des petites exploitations agricoles et des PME.

Pauvreté et dégradation environnementale dans les régions sèches : problèmes et processus

Longtemps ont été dénoncées la croissance démographique et/ou la marginalisation progressive des petits paysans et des éleveurs nomades dans le sillage de la colonisation, comme étant les causes de la dégradation dans les régions sèches. Dans le même ordre d'idées, a été évoquée la pauvreté, que l'on supposait liée à cette évolution, pour expliquer la surexploitation des ressources naturelles et la désertification. A partir de là, la coopération au développement dans ces régions s'est concentrée sur la prévention de catastrophes naturelles et l'amélioration des conditions environnementales locales.

Un document de travail de Noragric dénonce ce modèle d'explication comme étant simpliste. Selon les auteurs, les régions sèches sont, de par leur nature même, soumises à de fortes fluctuations naturelles. La population s'y est traditionnellement adaptée. Ce ne sont pas les maigres ressources qui la contraignent à une utilisation non durable, mais plutôt les dysfonctionnements des institutions et de l'économie de marché. Les auteurs en déduisent que les stratégies de développement dans ces régions devraient être centrées non pas sur l'amélioration de l'environnement, mais sur celle des

SOURCES

Rise of Supermarkets across Africa threatens small farmers, FAO News Story, Rome, 8 October 2003, 2p. www.fao.org/english/newsroom/news/2003/23060-en.html

The Rise of Supermarkets in Africa: Implications for Agrifood Systems and the Rural Poor. Dave D. Weatherspoon and Thomas Reardon. In: *Development Policy Review*, 2003, 21 (3): 333-355 www.msu.edu/course/aec/841/DP_R_Weatherspoon-Reardon-Rise_African_Supermarkets.pdf

The Rise of Supermarkets in Africa, Asia, and Latin America. Thomas Reardon, C. Peter Timmer, Christopher B. Barrett, Julio Berdegue. Forthcoming, *American Journal of Agricultural Economics* (December 2003) http://aem.cornell.edu/faculty_site/s/cbb2/Papers/Reardon-Timmer-Barrett-BerdegueAJAE2003Final.pdf

conditions de vie des populations locales. Il en découle la mise en œuvre de mesures non seulement dans le domaine de la protection des ressources naturelles, mais aussi dans le cadre institutionnel national.

SOURCE

Poverty and Environmental Degradation in the Drylands: An Overview of Problems and Processes. S. Movik, S. Dejene and G. Synnevåg. *Noragric Working Paper No. 29*, 2003. 50 p. www.nlh.no/noragric/publications/workingpapers/noragric-wp-29.pdf

«Decisions for the Earth: Balance, Voice and Power»

Pour la première fois, une publication, «World Resources 2002-2004», expose le panorama des différents aspects de la gouvernance dans le domaine des ressources naturelles. L'ébauche de ce rapport a pu profiter d'apports du Sommet de Johannesburg en 2002, pour ensuite les intégrer dans sa version finale. L'ouvrage introduit le thème, décrit les étapes préalables et indispensables à la gouvernance environnementale, puis les reconsidère aux niveaux macro (international) et micro (études de cas). Le neuvième et dernier chapitre se présente comme une synthèse des mesures à observer pour atteindre une gouvernance environnementale équilibrée. La prise de décisions doit notamment favoriser la santé des écosystèmes, l'équité entre les personnes et une économie sensée, ce qui n'est actuellement pas le cas dans la plupart des pays du globe.

Ce chapitre présente encore une sélection originale de différentes recommandations et opportunités exposées à Johannesburg, décrit les actions que peut entreprendre chacun des groupes d'acteurs concernés pour tendre vers la mise en œuvre de ces recommandations.

SOURCE

World Resources 2002 – 2004: Decisions for the Earth: Balance, Voice and Power. UNDP, UNEP, World Resources Institute, 2003. 315 p. http://pubs.wri.org/pubs_description.cfm?PubID=3764

Stratégies d'avenir pour la formation agricole en Amérique latine

Le Centre International d'Etudes Agricoles (CIEA) organise régulièrement des séminaires dans différents endroits de la planète. Celui qui a eu lieu en octobre 2003 à San Felipe (Chili) s'est concentré sur des modèles et des stratégies d'avenir en matière de formation agricole au niveau secondaire. Les discussions ont porté aussi bien sur des aspects didactiques et méthodologiques que sur la politique de formation et l'organisation des études. Trois objectifs majeurs ont été formulés pour améliorer la formation dans l'espace rural : premièrement, la recherche de nouvelles formes de collaboration entre les institutions publiques de formation et les entreprises privées ; deuxièmement, le passage accéléré de l'enseignement frontal à des processus de formation interactifs enseignants-étudiants, plaçant les intérêts, potentialités et activités des élèves au centre des décisions didactiques ; et enfin, l'introduction de nouveaux systèmes d'évaluation des enseignants et des élèves, utilisant diverses méthodes, vues sous des angles différents.

Le succès du séminaire réside dans le fait que les idées esquissées en plénum ont pu être par la suite observées et analysées sur place dans des écoles d'agriculture. Les participants, venus de quinze pays d'Amérique latine, ont ainsi pu rentrer chez eux avec des projets de réforme concrets.

SOURCE

Séminaire du CIEA: Enfoques Estratégicas y Pedagógicas para la capacitación agrícola en el marco de la globalización. San Felipe, Chili, 6 – 17 octobre 2003. www.ciea.ch/s_past.htm
Contacts: roland.staehli@shl.bfh.ch
heidi.huerlimann@blw.admin.ch

Carbone, forêts et objectifs de développement du troisième millénaire

Dans notre dernier numéro (InfoResources News no 3/03), nous annonçons la conférence «Beyond carbon –emerging markets for ecosystem services». Plus de 200 représentants du secteur privé, d'organisations environnementales, d'institutions académiques et scientifiques, de gouvernements et d'agences de coopération au développement ont exploré le potentiel des marchés émergents concernant la fourniture de services environnementaux dans le domaine de l'eau, de la biodiversité et de la séquestration de carbone par les forêts. Les thèmes centraux de la conférence ont été les liens entre ces marchés, le développement durable et les objectifs du troisième millénaire.

Les enseignements tirés de divers projets-pilotes, notamment en Colombie et en Australie, via le «Prototype Carbon Fund of the World Bank», ont mis en évidence quelques bénéfices potentiels importants, mais aussi les risques et les défis de ces marchés.

Parmi les principaux résultats de la conférence, signalons l'engagement de Swiss Re à réaliser un bilan carbone neutre et à lancer la campagne «Forest Carbon and the Millenium Development Goals : Using carbon markets to reduce rural poverty and conserve biodiversity». Notons également les fructueux échanges de connaissances et d'expériences, notamment lors de deux ateliers qui ont permis à des responsables de projets et à des investisseurs potentiels d'établir de précieux contacts.

INFO

[www.katoombagroup.com/
Katoomba/meetings/
katoomba6.htm](http://www.katoombagroup.com/Katoomba/meetings/katoomba6.htm)

Mise en œuvre

La modélisation de la gestion des ressources naturelles : un instrument de négociation

Dans la gestion des ressources naturelles, les intervenants sont nombreux et se trouvent à divers niveaux hiérarchiques. En tant qu'acteurs extérieurs, les agents du développement ne peuvent en principe qu'essayer de faciliter le processus de négociation entre ces gestionnaires directs. L'analyse des «modèles mentaux» ou la compréhension des stratégies des divers acteurs est nécessaire pour faciliter les négociations.

L'article cité présente un modèle intégré qui a été utilisé en Indonésie pour aider la négociation. Le modèle regroupe les variables dans plusieurs domaines comme la productivité, la biodiversité, la durabilité, les feux et les stocks de carbone, les fonctions hydriques, le savoir et les valeurs éthiques ou esthétiques. Il a suivi les étapes suivantes : formulation du problème, présentation d'alternatives, élaboration d'un diagramme de relations causales, modélisation quantitative, implémentation puis validation du modèle, évaluation des alternatives par les intervenants et enfin négociations. Durant ce processus, les synergies entre acteurs peuvent être éclairées et des innovations être proposées en vue de conciliations. Mais il s'agit avant tout de relever les thèmes nécessitant des compromis.

L'article comme le livre s'adressent aux gestionnaires confrontés à des blocages qui dépassent les aspects techniques : les méthodes proposées permettent de placer les divers intervenants sur un certain pied d'égalité à travers la mise à disposition d'informations «pré-analysées».

SOURCE

Negotiation Support Models for Integrated Natural Resource Management in Tropical Forest Margins. M. Van Noordwijk, T. P. Tomich, B. Verbist. In: *Integrated Natural Resource Management – Linking Productivity, the Environment and Development.* Campbell, B. M. and Sayer, J. A. Eds., 2003. p. 87-108

Irrigation «goutte-à-goutte» en Erythrée

L'irrigation «goutte-à-goutte» (small-scale micro irrigation), abordable pour les paysans pauvres, recèle un grand potentiel d'amélioration des conditions de vie de ce groupe de population souvent négligé. Cette technologie permet d'abord d'économiser l'eau, mais aussi de réduire l'investissement de travail et d'améliorer la qualité des produits alimentaires. Une étude de cas menée en Erythrée analyse la faisabilité technique, les effets agricoles et écologiques, ainsi que l'acceptation sociale du système.

La mise en œuvre réussie de cette technologie nécessite un matériel impeccable, un conseil approfondi et un encadrement des utilisateurs durant plusieurs années. Le système est financièrement abordable pour le paysan. Il ne permet pas une production à l'échelle du marché, mais peut améliorer l'approvisionnement alimentaire du ménage. La quantité d'eau disponible et son prix sont décisifs pour l'acceptation de la technologie. Les paysans ne voient guère les avantages du nouveau système si l'eau est librement disponible toute l'année. Par contre, si le système permet l'irrigation pendant la saison sèche, il devient intéressant pour eux.

L'étude érythréenne identifie comme terrain d'introduction approprié pour cette technique les jardins d'arrière-cour (sub)urbains. Les femmes constituent le principal groupe-cible, étant donné que ce sont elles qui cultivent ces jardins et qu'il ne leur est pas permis de labourer les champs. Par ailleurs, cette dernière activité n'est plus nécessaire lors de l'usage de la technique mentionnée.



*Des élèves de l'école agricole de Hagaz (Erythrée) testent la nouvelle technologie.
Photo : Brigitta Stillhardt*

SOURCE

Small-scale Micro Irrigation in Eritrea. A feasibility study on the introduction of affordable micro irrigation technology in Eritrea. Brigitta Stillhardt, Bissrat Ghebru, Abraham Mehari Haile. 2003., 83 p.

Communication et gestion des ressources naturelles : expérience et théorie

Une bonne communication est cruciale pour une gestion efficace des ressources naturelles. Hier encore, communiquer signifiait simplement informer et convaincre ; aujourd'hui, communiquer veut dire en outre impliquer les acteurs locaux et les rendre aptes à générer des changements au sein de la communauté et des conditions-cadre externes. La pression croissante sur les ressources naturelles et l'évolution des médias par la libéralisation et les nouvelles technologies augmentent les exigences en matière de communication.

La «Communication Initiative» et le groupe «Communication for Development» de la FAO ont développé un outil destiné aux personnes soucieuses d'améliorer la communication dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Après une introduction théorique, le lecteur est confronté à des cas concrets et doit analyser activement les situations de communication présentées. Dans le cadre du projet «Panos Pastoralist Communication» au Kenya, par exemple, il est invité à réfléchir sur la meilleure manière possible, pour les personnes concernées, d'échanger des informations et de communiquer leurs besoins et souhaits aux autorités et politiciens.

Le manuel ne se prête pas à une lecture en diagonale, mais exige du lecteur qu'il se confronte activement aux problèmes de communication.

SOURCE

Communication and Natural Resource Management: Experience - Theory. The Communication Initiative and the Communication for Development Group. FAO 2003. 98 p. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y4737E/y4737E00.pdf>

Eau virtuelle – un nouveau concept

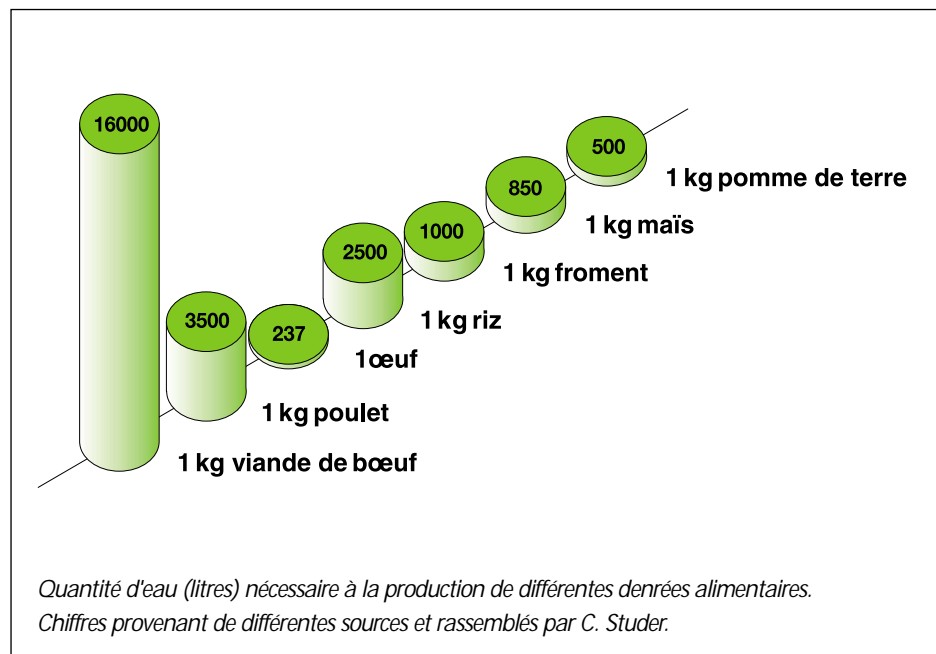
Lors du symposium «Sans eau, pas de nourriture», qui a eu lieu à Zollikofen (Suisse) dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation, un conférencier a traité du concept intéressant de l' «eau virtuelle». Cette notion désigne la quantité d'eau nécessaire à la production d'une denrée agricole, une quantité qui varie très fortement selon le produit, le climat et la méthode de culture. La production de denrées d'origine animale, par exemple, nécessite bien plus d'eau que celle de denrées d'origine végétale.

La notion d' «eau virtuelle» est particulièrement intéressante en relation avec le commerce et la consommation de produits agricoles. Selon le principe de l'avantage comparatif, les pays pauvres en eau pourraient importer les aliments dont la production requiert beaucoup d'eau et exporter leurs produits peu gourmands en eau. Ainsi, ils économiseraient de l'eau qu'ils pourraient réserver à d'autres usages. Par une sensibilisation accrue des consommateurs, on pourrait influencer dans ce sens le commerce avec l'eau virtuelle.

Le concept soulève bien sûr aussi un certain nombre de questions : est-il sensé, au plan écologique, de multiplier les transports de produits à travers le monde ? Ou encore : la dépendance totale de certains aliments importés est-elle souhaitable pour un pays ?

S O U R C E

« Leau dans la nourriture ». Conférence de Christoph Studer à l'occasion du symposium « Sans eau, pas de nourriture », le 18 octobre 2003 à Zollikofen (Suisse). www.infoagr.ch/wasser-symposium/images/referat_studer_f.pdf
Autres contributions au Symposium: www.infoagr.ch/wasser-symposium/f_dokumente.htm



La viande de brousse comme produit mérite-t-elle davantage de considération des politiques de développement ?



Famille affairée autour d'un léopard heurté par un véhicule au nord du Congo. Celle-ci va consommer la viande et remettre la peau de l'animal aux autorités.

Photo : J. Blaser, 2002, Pokola, Congo

Se fondant sur les risques d'extinction de grandes espèces animales «charismatiques», tel que l'éléphant ou les gorilles, les méfaits des pratiques de chasse ont souvent été dénoncés par les acteurs de conservation (notamment en relation avec l'ouverture de routes et de camps forestiers dans des espaces auparavant «vierges»).

Les auteurs de l'article cité se basent sur deux critères déterminants pour défendre la thèse d'une considération plus «humaniste» que «conservationniste» de la viande de brousse dans les politiques de développement. La viande de brousse contribue certainement à l'amélioration des conditions de vie locales, comme elle pourrait, sous réserve qu'un marché ouvert et légitimé existe, améliorer les conditions de bonne gouvernance forestière.

Dans certaines régions, l'application de ces nouvelles thèses paraîtrait en contradiction avec les efforts importants mis en place auparavant pour limiter la chasse de certaines espèces. Ce changement d'attitude de l'Etat pourrait déconcerter et mettre en péril le contrôle des filières et le maintien de la bonne gouvernance. Néanmoins, il est évident que les impératifs de lutte contre la pauvreté et certains aspects éthiques (droits des peuplades indigènes) devraient pousser la recherche à évaluer les potentiels d'une gestion active de la faune, en y incluant d'éventuelles formes de domestication ou de substitution.

S O U R C E

The case for bushmeat as a component of development policy: issues and challenges. D. Brown and A. Williams. In: International Forestry Review 5 (2), 2003. p. 148-155

Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest / Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :

*InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch*